

Art. 15. - In geval van een opgelegde sluiting van de opvangvoorziening en in geval van een opgelegde quarantaine van personeelsleden worden zowel de doorbetaling van de lonen als de uitbetaling van de aanvulling bovenop de werkloosheidsuitkering tot het bedrag van het loon beschouwd als aanneembare personeelskosten overeenkomstig artikel 1, § 4, van het besluit van de Regering nr. 4 van 30 april 2020 tot invoering van een subsidiegarantie en een liquiditeitsverhoging voor subsidieontvangers ter uitvoering van artikel 5.1 van het crisisdecreet 2020 van 6 april 2020. Uitgesloten daarvan zijn de personeelskosten van de werknemers die afwezig zijn op basis van een door een arts uitgereikt ziekteattest.

Art. 16. - De Duitstalige Gemeenschap kent aan de erkende centra voor kinderopvang een subsidie toe om alle bewijsbare aanschaffingskosten te dekken die voortvloeien uit de uitvoering van de hygiënemaatregelen die vereist worden om het coronavirus (COVID-19) in te dijken.

Art. 17. - De zelfstandige onthaalouders ontvangen de kostenvergoeding bepaald in artikel 30 van het besluit van 22 mei 2014 betreffende de zelfstandige onthaalouders, ongeacht of ze aan de voortgezette opleidingen hebben deelgenomen.

Art. 18. - De Minister kent de subsidies vermeld in dit besluit toe op aanvraag, na voorafgaand onderzoek door het departement. De subsidieaanvragen worden bij het departement ingediend, samen met de eventueel vereiste bewijzen.

HOOFDSTUK 4. — Slotbepalingen

Art. 19. - Het besluit van de Regering van 9 april 2020 tot beperking van de negatieve gevolgen van de coronacrisis voor de kinderopvang, gewijzigd bij het besluit van 9 juli 2020, wordt opgeheven.

Art. 20. - Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 2020 en geldt tot 31 december 2020.

In afwijking van het eerste lid kan de Minister de uitwerking van dit besluit of afzonderlijke bepalingen ervan telkens verlengen tot en met 28 februari 2021.

Art. 21. - De minister die bevoegd is voor de kinderopvang is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 23 december 2020.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,
De Minister-President,

Minister van Lokale Besturen en Financiën

O. PAASCH

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek

L. KLINKENBERG

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/200281]

16 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon insérant, dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, des dispositions relatives aux plates-formes de concertation en matière de soins palliatifs, à leur fédération et aux équipes de soutien multidisciplinaires

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 20;

Vu le Code wallon de l'action sociale et de la santé, les articles 491/4, § 1^{er}, 7^o, et § 2, 491/14, 491/17, § 1^{er}, alinéa 2, c), 491/18, 491/19, 491/21, § 2, 491/23, alinéa 4, 491/25, alinéa 3, et 491/26, insérés par le décret du 2 mai 2019;

Vu l'arrêté royal du 19 juin 1997 fixant les normes auxquelles une association en matière de soins palliatifs doit répondre pour être agréée;

Vu l'arrêté royal du 19 juin 1997 rendant certaines dispositions de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, applicables aux associations entre établissements de soins et services en matière de soins palliatifs;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 juillet 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 juillet 2020;

Vu la décision du 27 mai 2019 de l'organe de concertation intra-francophone;

Vu le rapport du 26 juin 2018 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis 67.866/2/V du Conseil d'Etat donné le 3 septembre 2020 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Commission wallonne des Aînés, donné le 25 avril 2019;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Dans la deuxième partie, livre VII, titre I du Code réglementaire wallon de l'Action sociale de la Santé, il est inséré un chapitre VII, comportant les articles 1607/11 à 1607/29, rédigé comme suit :

« CHAPITRE VII. — *Soins palliatifs, équipes de soutien multidisciplinaires, plates-formes de concertation en matière de soins palliatifs et leurs fédérations*

Section 1^{re}. — Définitions

Art. 1607/11. Pour l'application du présent chapitre, l'on entend par :

1° la plate-forme : la plate-forme de concertation en matière de soins palliatifs visée à l'article 491/3, 3°, du Code décréteil;

2° la fédération : la fédération visée à l'article 491/3, 4°, du Code décréteil;

3° l'équipe de soutien multidisciplinaire : l'équipe de soutien visée à l'article 491/13 du Code décréteil;

4° jours ouvrables : désignent tous les jours autres que le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux.

Section 2. — Exercice des missions des plates-formes

Art. 1607/12. § 1^{er} Les données statistiques sont transmises via le rapport d'activités visé à l'article 46 du Code décréteil.

§ 2. La récolte annuelle de données comprend, au minimum, les indicateurs suivants :

1° pour les activités d'information, de sensibilisation, et de formation visées à l'article 491/4, § 1^{er}, 1° à 4°, du Code décréteil : le volume horaire, le nombre de personnes touchées, et le type de public;

2° pour le soutien psychologique visé à l'article 491/4, § 1^{er}, 5°, du Code décréteil : le nombre de situations suivies.

Art. 1607/13. § 1^{er}. Les plates-formes peuvent organiser ou dispenser elles-mêmes les formations visées à l'article 491/4, § 1^{er}, 1° à 4°, du Code décréteil pour autant qu'elles respectent les niveaux de formation repris à l'annexe 128/1. Les activités de formation visées à l'article 491/4, § 1^{er}, 1° à 4°, du Code décréteil peuvent s'adresser à tous les professionnels impliqués dans la fin de vie d'un patient ou de son entourage.

Section 3. — Obligations des plates-formes

Art. 1607/14. Les plates-formes disposent ou utilisent des locaux adaptés à l'exercice de leurs missions et à l'accueil des personnes, permettant le cas échéant l'entretien confidentiel, notamment en cas de suivi psychologique.

Les locaux sont bien identifiés et facilement accessibles tant aux professionnels qu'aux particuliers. En outre, les plates-formes ont à leur disposition une salle de réunion.

Section 4. — Modalités d'agrément des plates-formes

Art. 1607/15. La demande d'agrément est envoyée par la plate-forme auprès de l'Agence qui en accuse réception.

La demande comprend :

1° conformément à l'article 491/17, § 2, du code décréteil un questionnaire, établi par le Ministre et complété par la plate-forme;

2° la composition du personnel visée à l'article 491/17, 5° du Code décréteil qui doit comprendre les noms, titres, diplômes et fonctions de chaque membre du personnel de la plate-forme.

Toute modification d'un des éléments de la demande d'agrément est notifiée sans délai à l'Agence.

Si le dossier est incomplet, l'Agence réclame les documents manquants dans un délai de quinze jours à dater de sa réception.

L'Agence accuse réception de toute demande d'agrément dans un délai de quinze jours ouvrables à dater de la réception du dossier complet et l'envoi au Ministre dans le même délai.

Le ministre dispose de deux mois pour statuer à dater de la réception par l'Agence du dossier complet.

Le ministre notifie sa décision au demandeur par envoi recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi.

Section 5. — Plan d'actions

Art. 1607/16. Le modèle du plan d'actions visé à l'article 491/7 du Code décréteil, est repris à l'annexe 128/2.

Section 6. — Contrôle de l'agrément des plates-formes

Art. 1607/17. Lorsque l'Agence constate qu'une plate-forme ne remplit pas ou plus les conditions d'agrément ou ne se soumet pas aux obligations qui lui incombent, elle lui adresse une mise en demeure lui rappelant ses obligations et lui notifie le délai dans lequel elle doit se mettre en conformité. Le délai est laissé à l'appréciation de l'Agence en fonction des éléments à modifier.

Si, à l'expiration de ce délai, la plate-forme n'a pas remédié aux lacunes qui lui ont été notifiées, l'Agence lui adresse une proposition de retrait d'agrément.

Dans le même temps, elle informe la plate-forme qu'elle dispose d'un délai de quinze jours à dater de la réception de la notification pour lui adresser ses observations écrites.

A cette fin, l'Agence convoque la plate-forme par envoi recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi, en indiquant le lieu et l'heure de l'audition. La convocation mentionne la possibilité de se faire assister du conseil de son choix.

Le refus de comparaître ou de présenter sa défense est acté au procès-verbal d'audition.

L'Agence complète le dossier par les observations écrites de la plate-forme, par le procès-verbal d'audition, auquel est annexé tout élément nouveau.

Le dossier est transmis au ministre dans un délai d'un mois à dater de l'audition.

Le Ministre statue dans les deux mois de la réception du dossier.

Les décisions de retrait de l'agrément sont notifiées à la plate-forme par envoi recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi.

Section 7. — Subventionnement des plates-formes

Art. 1607/18. § 1^{er}. Une subvention annuelle est accordée, conformément à l'article 491/18 du Code décretaal, à titre d'intervention pour couvrir les dépenses de personnel et de fonctionnement.

Le montant de la subvention est déterminé de la manière suivante :

1^o la partie fixe comprend :

- a) une enveloppe qui permet de financer l'équipe de base composée d'un ETP de coordination et de 0,5 ETP psychologue, traitement calculé sur une base d'ancienneté de quinze ans, et fixée à 121.500 Euros;
- b) une enveloppe qui comprend les frais de fonctionnement et les compléments de salaire liés à l'engagement d'un ETP de coordination au soutien à l'emploi et de 0,5 ETP de psychologue fixée à 42.500 euros;

2^o la partie variable comprend une enveloppe complémentaire calculée sur base du nombre d'habitants de la zone géographique couverte par la plate-forme comprenant :

- a) un montant de 8.000 Euros équivalent à 0,125 ETP niveau bachelier octroyé par tranche de 50.000 habitants supplémentaires par rapport à la base de 200.000 habitants;
- b) un montant équivalent à 1.300 euros octroyé pour les frais de fonctionnement par tranche de 50.000 habitants supplémentaires par rapport à la base de 200.000 habitants.

Le type de dépenses admissibles est précisé par voie de circulaire.

§ 2. Les montants mentionnés dans le présent article sont liés à l'indice-pivot 107,20 des prix à la consommation (base 2013 = 100) conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

§ 3. Les chiffres de population qui sont utilisés pour la prise en compte du calcul de l'enveloppe complémentaire visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 2^o sont les derniers disponibles auprès du Service public Fédéral Economie et sont actualisés tous les ans.

Art. 1607/19. En vertu de l'article 491/18 du Code décretaal, l'équipe de base est composée :

1^o d'un ETP chargé de la fonction de coordination qui possède, au moins, lors de son engagement un diplôme de bachelier;

2^o de 0,5 ETP chargé de la fonction de psychologue qui possède, au moins, lors de son engagement un diplôme de master en psychologie.

La fonction psychologique est accessible au seul porteur du titre de psychologue conformément à la loi du 8 novembre 1993 protégeant le titre de psychologue.

La personne chargée de la fonction de psychologue est inscrite sur la liste officielle des psychologues que tient la Commission des psychologues.

Section 8. — Fédération

...Art 1607/20. La fédération développe les activités suivantes :

- 1^o rassembler les groupements ou personnes prodiguant des soins palliatifs à des malades en fin de vie;
- 2^o favoriser une bonne communication et une collaboration efficace entre eux;
- 3^o faire part de son expérience en matière de soins palliatifs et diffuser celle-ci de différentes manières : information, formation professionnelle, recherche;
- 4^o être un lieu d'échanges, de concertation et d'évaluation des expériences de fonctionnement des plates-formes de la sorte, participer ainsi activement à leur évolution et à la promotion sur le terrain d'actions communes et harmonisées;
- 5^o être l'interlocuteur privilégié des plates-formes et le porte-parole de la réalité des soins palliatifs en Wallonie auprès des autorités provinciales, régionales, fédérales et internationales, en association avec les autres Fédérations de Soins Palliatifs en Belgique.

Art 1607/21. Conformément à l'article 491/24 du Code décretaal, la demande de reconnaissance est envoyée auprès de l'Agence qui en accuse réception.

Lorsque le dossier est incomplet, l'Agence réclame les documents manquants dans un délai de quinze jours ouvrables à dater de la réception du dossier.

L'Agence accuse réception de toute demande de reconnaissance dans un délai de quinze jours ouvrables à dater de la réception du dossier complet et l'envoi au Ministre dans le même délai.

Art. 1607/22. Le Ministre dispose de deux mois pour statuer à dater de la réception par l'Agence du dossier complet.

Le Ministre notifie sa décision au demandeur par envoi recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi.

Art. 1607/23. Le Ministre alloue à la fédération reconnue une subvention annuelle d'un montant de 175.000 euros pour la réalisation de ses missions.

Les montants mentionnés dans le présent article sont liés à l'indice-pivot 107,20 des prix à la consommation (base 2013 = 100) conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Art. 1607/24. Une subvention complémentaire est prévue pour les plates-formes qui s'affilient à une fédération. Ce montant est calculé de la manière suivante : 4 euros/mille habitants de la zone couverte par la plate-forme.

Cette subvention complémentaire est versée aux plates-formes affiliées à une fédération en une seule tranche dans le même délai que l'avance prévue à l'article 12/1.

Cette subvention complémentaire est reversée par la plate-forme à la fédération à laquelle elle est affiliée, dans le mois de sa réception par la plate-forme.

Les montants mentionnés dans le présent article sont liés à l'indice-pivot 107,20 des prix à la consommation (base 2013 = 100) conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Art. 1607/25. Sont admises à charge des subventions, les dépenses effectuées par la fédération aux fins de la mise en œuvre de son programme d'activités, conformément à l'article 491/24, § 1^{er}, 3^o, du Code décretaal.

Le type de dépenses admissibles sera précisé par voie de circulaire

Art. 1607/26. Lorsque la fédération est reconnue, elle se soumet à l'évaluation organisée annuellement par l'Agence.

L'évaluation est menée sur la base du rapport d'activités au regard des éléments suivants :

- 1° les moyens affectés aux missions et le contenu des actions réalisées;
- 2° les objectifs atteints et non atteints en fonction des indicateurs repris dans le programme d'activités.

Section 9. — Equipes de soutien multidisciplinaires

Art 1607/27. La convention relative à chaque équipe de soutien contient au minimum les éléments suivants :

- 1° l'objet de la convention; 2° la population visée;
- 2° la composition de l'équipe;
- 3° les missions de base de l'équipe;
- 4° les modalités financières;
- 5° les conditions de fonctionnement. ».

Art. 3. Dans le même Code, il est inséré une annexe 128/1 qui est jointe en annexe 1^{re} au présent arrêté.

Art. 4. Dans le même Code, il est inséré une annexe 128/2 qui est jointe en annexe 2 au présent arrêté.

Art. 5. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 19 juin 1997 fixant les normes auxquelles une association en matière de soins palliatifs doit répondre pour être agréée, modifié par les arrêtés royaux des 16 décembre 1997, 19 avril 1999 et 4 octobre 2001;

2° l'arrêté royal du 19 juin 1997 rendant certaines dispositions de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, applicables aux associations entre établissements de soins et services en matière de soins palliatifs.

Art. 6. Le Ministre qui a la santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur le, 16 décembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

Annexe 1 à l'arrêté du Gouvernement wallon insérant, dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, des dispositions relatives aux plates-formes de concertation en matière de soins palliatifs et à leur fédération

« Annexe 128/1 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Niveaux de formation

Niveau 1. L'information

Séance interactive de 1 à 3 heures, à laquelle sont invités tous les membres d'une même équipe ou d'un même secteur. L'information générale présente la définition des soins palliatifs, le réseau des acteurs en soins palliatifs au niveau local et au niveau régional et le rôle spécifique de l'équipe de soutien en soins palliatifs. Il existe d'autres types d'information : l'information en soins palliatifs à destination des élèves, l'information sur l'utilisation du matériel spécifique en soins palliatifs et la conférence grand public.

Niveau 2. La sensibilisation

Elle constitue le premier niveau de la formation et couvre de 8 à 20 heures.

L'objectif général de la sensibilisation en soins palliatifs est d'introduire la culture palliative dans les soins. Elle encourage le personnel qui occupe une place privilégiée aux côtés des patients et des familles à amorcer une réflexion sur ce thème. Il existe des formations de sensibilisation destinées spécifiquement au personnel des maisons de repos ou aux institutions d'hébergement pour les personnes en situation de handicap.

Niveau 3. La formation de base

Ce deuxième niveau, qui comporte jusqu'à 40 heures ou plus de formation, constitue une étape essentielle dans le processus de formation en soins palliatifs.

Idéalement, cette formation de base suppose une sensibilisation préalable et requiert un investissement personnel important d'un point de vue humain et relationnel.

Les acquis théoriques ne constituent en effet qu'une partie de l'enseignement reçu lors de la formation, l'accent étant principalement mis sur la participation, l'interactivité, la connaissance de soi et la communication interpersonnelle.

Niveau 4. L'approfondissement

Certaines plates-formes proposent des modules d'approfondissement. L'approfondissement développe les notions abordées en formation de base

Niveau 5. La formation spécifique

Ces modules spécifiques d'approfondissement en soins palliatifs, permettent d'aller plus loin dans la démarche de formation sur les soins palliatifs en abordant une thématique précise ou en s'adressant à un public spécifique. ».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon insérant, dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, des dispositions relatives aux plates-formes de concertation en matière de soins palliatifs et à leur fédération

Namur le, 16 décembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

Annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement wallon insérant, dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, des dispositions relatives aux plates-formes de concertation en matière de soins palliatifs et à leur fédération

« Annexe 128/2 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Plan d'actions

1° l'environnement de la plate-forme en termes territorial et de réseau institutionnel, comportant :

- a) la situation géographique de la plate-forme, ses atouts par rapport à l'accessibilité et la mobilité;
- b) la population qui fréquente ou est susceptible de fréquenter la plate-forme;
- c) les types de demandes auxquelles la plate-forme compte répondre;
- d) la complémentarité de la plate-forme avec d'autres acteurs de terrain territorialement proches;
- e) une description et un plan des locaux;
- f) la description du réseau institutionnel dans lequel la plate-forme évolue;

2° l'organisation générale de la plate-forme, détaillée pour chacune des missions :

- a) l'organisation des missions;
- b) les ressources humaines;
- c) la gestion du personnel;
- d) sa localisation;
- e) sa situation financière;

3° les objectifs opérationnels :

- a) leurs définitions;
- b) leur déclinaison stratégique et opérationnelle;

4° les actions découlant des objectifs opérationnels :

- a) la description des actions et des moyens;
- b) leur planification;

5° les ressources affectées aux actions :

- a) le personnel et les moyens affectés aux actions;

6° l'évaluation sous la forme d'indicateurs quantitatifs ou qualitatifs :

- a) la description de la méthode d'auto-évaluation du plan d'actions de la plate-forme;
- b) la définition des indicateurs qualitatifs et quantitatifs. "

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon insérant, dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, des dispositions relatives aux plates-formes de concertation en matière de soins palliatifs et à leur fédération

Namur le, 16 décembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

VERTALING

WAAELSE OVERHEIDSDIENST

[2021/200281]

16 DECEMBRE 2020. — Besluit van de Waalse Regering tot invoeging van bepalingen m.b.t. de overlegplatforms voor palliatieve zorg, hun federatie en de multidisciplinaire begeleidingsequipes in het reglementair Deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, de artikelen 491/4, § 1, 7°, en § 2, 491/14, 491/17, § 1, tweede lid, c), 491/18, 491/19, 491/21, § 2, 491/23, vierde lid, 491/25, derde lid, en 491/26, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 juni 1997 houdende vaststelling van de normen waaraan een samenwerkingsverband inzake palliatieve zorg moet voldoen om te worden erkend;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 juni 1997 waarbij sommige bepalingen van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, toepasselijk worden verklaard op de samenwerkingsverbanden inzake palliatieve verzorging tussen verzorgingsinstellingen en diensten;

Gelet op het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 juli 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 16 juli 2020;

Gelet op de beslissing van 27 mei 2019 van het inter-Franstalig overlegorgaan;

Gelet op het rapport opgesteld op 26 juni 2020 overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op advies 67.866/2/V van de Raad van State, gegeven op 3 september 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne des Aînés" (Waalse commissie voor senioren), gegeven op 25 april 2019;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128 ervan.**Art. 2.** In het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, tweede deel, Boek VII, Titel I, wordt een hoofdstuk VII ingevoegd, dat de artikelen 1607/11 tot 1607/29 omvat, luidend als volgt :*"HOOFDSTUK VII. — Palliatieve zorg, multidisciplinaire begeleidingsequipes, overlegplatforms voor palliatieve zorg en hun federaties**Afdeling 1. — Definities*

Art. 1607/11. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° platform: het overlegplatform voor palliatieve zorg bedoeld in artikel 491/3, 3°, van het decreetgevend deel van het Wetboek;

2° federatie: de federatie bedoeld in artikel 491/3, 4°, van het decreetgevend deel van het Wetboek;

3° multidisciplinaire begeleidingsequipe: de begeleidingsequipe bedoeld in artikel 491/13 van het decreetgevend deel van het Wetboek;

4° werkdagen: alle andere dagen dan zaterdag, zondag en feestdagen.

Afdeling 2. — Uitvoering van de opdrachten van de platforms

Art. 1607/12. § 1. De statistische gegevens worden verstrekt via het in artikel 46 van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde activiteitenverslag.

§ 2. De jaarlijkse gegevensverzameling omvat ten minste de volgende indicatoren :

1° voor de informatie-, bewustmakings- en opleidingsactiviteiten bedoeld in artikel 491/4, § 1, 1° tot 4°, van het decreetgevend deel van het Wetboek: het uurvolume, het aantal betrokkenen en het soort publiek;

2° voor de psychologische begeleiding bedoeld in artikel 491/4, § 1, 5°, van het decreetgevend deel van het Wetboek: het aantal gevolgdde situaties.

Art. 1607/13. § 1. De platforms kunnen de opleidingen bedoeld in artikel 491/4, § 1, 1° tot 4°, van het decreetgevend deel van het Wetboek zelf organiseren of verstrekken, op voorwaarde dat ze voldoen aan de opleidingsniveaus vermeld in bijlage 128/1. De opleidingsactiviteiten bedoeld in artikel 491/4, § 1, 1° tot 4°, van het decreetgevend deel van het Wetboek kunnen worden gericht aan alle beroepsbeoefenaars die betrokken zijn bij het levenseinde van een patiënt of zijn naasten.

Afdeling 3. — Verplichtingen van de platforms

Art. 1607/14. De platforms beschikken over of gebruiken lokalen die aangepast zijn aan de uitvoering van hun opdrachten en aan de opvang van personen, waarbij vertrouwelijke gesprekken mogelijk zijn, indien nodig, met name in het geval van psychologische opvolging.

De lokalen zijn gemakkelijk te identificeren en gemakkelijk toegankelijk zowel voor beroepslui als voor particulieren. Bovendien beschikken de platforms over een vergaderzaal.

Afdeling 4. — Modaliteiten m.b.t. de erkenning van de platforms

Art. 1607/15. De erkenningsaanvraag wordt door het platform bij het Agentschap ingediend, dat de ontvangst ervan bevestigt.

De aanvraag omvat :

1° overeenkomstig artikel 491/17, § 2, van het decreetgevend Wetboek, een vragenlijst, opgesteld door de Minister en ingevuld door het platform;

2° de samenstelling van het personeel bedoeld in artikel 491/17, 5°, van het decreetgevend deel van het Wetboek, dat de namen, titels, diploma's en functies van elk personeelslid van het platform moet bevatten.

Elke wijziging in een van de elementen van de erkenningsaanvraag wordt onverwijld aan het Agentschap meegedeeld.

Als het dossier onvolledig is, eist het Agentschap de ontbrekende documenten op binnen een termijn van vijftien dagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst ervan.

Het Agentschap bericht ontvangst van elke erkenningsaanvraag binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van het volledige dossier en stuurt bedoelde aanvraag aan de Minister binnen dezelfde termijn.

De Minister beschikt over twee maanden, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het volledige dossier door het Agentschap, om te beslissen.

De Minister geeft kennis van zijn beslissing aan de aanvrager bij aangetekend schrijven of elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend.

Afdeling 5. — Actieplan

Art. 1607/16. Het model van het actieplan bedoeld in artikel 491/7 van het decreetgevend deel van het Wetboek wordt in bijlage 128/2 opgenomen.

Afdeling 6. — Controle van de erkenning van de platforms

Art. 1607/17. Wanneer het Agentschap vaststelt dat een platform de erkenningsvoorwaarden niet of niet meer vervult of zijn verplichtingen niet meer nakomt, stuurt het een ingebrekestelling aan bedoeld platform waarin het wordt herinnerd aan zijn verplichtingen en waarin het wordt meegedeeld binnen welke termijn het aan de voorwaarden moet voldoen. De termijn wordt door het Agentschap bepaald op basis van de te wijzigen elementen.

Indien het platform na het verstrijken van deze termijn de hem ter kennis gebrachte tekortkomingen niet heeft verholpen, zendt het Agentschap hem een voorstel tot intrekking van de erkenning.

Het informeert het platform gelijktijdig dat het met ingang van de datum van ontvangst van de kennisgeving over een termijn van vijftien dagen beschikt om zijn schriftelijke opmerkingen toe te sturen.

Daartoe roept het Agentschap het platform op bij aangetekend schrijven of bij elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend, en vermeldt het de plaats, de dag en het uur van het verhoor. De oproeping vermeldt de mogelijkheid om zich door een raadsman van zijn keuze te laten bijstaan.

De weigering te verschijnen of zijn verweermiddelen aan te voeren wordt in het proces-verbaal van verhoor geacteerd.

Het Agentschap vult het dossier aan met de schriftelijke opmerkingen van het platform en de notulen van het verhoor, waaraan eventuele nieuwe informatie wordt toegevoegd.

Het dossier wordt aan de Minister overgemaakt binnen een termijn van één maand, te rekenen van de datum van het verhoor.

De Minister beslist binnen twee maanden na ontvangst van het dossier.

De beslissingen tot intrekking van de erkenning worden bij aangetekend schrijven of bij elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend, aan het platform medegedeeld.

Afdeling 7. — Subsidiëring van de platforms

Art. 1607/18. § 1. Overeenkomstig artikel 491/18 van het decreetgevend deel van het Wetboek wordt een jaarlijkse subsidie toegekend ter dekking van de personeels- en werkingskosten.

Het bedrag van de subsidie wordt bepaald als volgt :

1° het vaste gedeelte omvat:

a) een toewijzing voor de financiering van de basisploeg, bestaande uit een VTE-coördinator en 0,5 VTE psycholoog, met een salaris dat wordt berekend op basis van een anciënniteit van 15 jaar en dat is vastgesteld op 121 500 euro;;

b) een toewijzing met de werkingskosten en loontoeslagen in verband met de aanwerving van een voltijds equivalent (VTE) coördinatiefunctie voor arbeidsondersteuning en een 0,5 VTE psycholoog, vastgesteld op 42.500 euro;

2° een variabel deel omvat een aanvullende toewijzing berekend op grond van het aantal inwoners van het geografische gebied dat door het platform wordt bestreken:

a) een bedrag van 8.000 euro dat overeenkomt met 0,125 VTE (niveau bachelor) voor elke extra 50.000 inwoners ten opzichte van de basis van 200.000 inwoners;

b) een bedrag van 1.300 euro toegekend voor de werkingskosten voor elke extra 50.000 inwoners ten opzichte van de basis van 200.000 inwoners.

De aard van de in aanmerking komende uitgaven wordt per omzendbrief gespecificeerd.

§ 2. De in dit artikel bedoelde bedragen zijn gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen 107,20 (basis 2013=100) overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale tegemoetkomingen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen.

§ 3. De bevolkingscijfers die worden gebruikt om rekening te houden met de berekening van de aanvullende toewijzing bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, 2°, zijn de laatste beschikbare cijfers van de Federale Overheidsdienst Economie en worden elk jaar geactualiseerd.

Art. 1607/19. Krachtens artikel 491/18 van het decreetgevend deel van het Wetboek bestaat de basisploeg uit:

1° een VTE belast met de coördinatiefunctie, die ten minste op het moment van aanwerving een diploma bachelor heeft behaald;

2° 0,5 VTE belast met de functie van psycholoog, die ten minste op het moment van aanwerving een diploma master psychologie heeft behaald.

De psychologische functie is slechts toegankelijk voor de houder van de titel van psycholoog overeenkomstig de wet van 8 november 1993 tot bescherming van de titel van psycholoog.

De persoon belast met de functie van psycholoog staat op de officiële lijst van psychologen die door de Commissie van Psychologen wordt bijgehouden.

Afdeling 8. — Federatie

...Art. 1607/20. De federatie ontwikkelt de volgende activiteiten:

1° groepen of personen die palliatieve zorg aan patiënten aan het einde van hun leven verlenen, bijeenbrengen;

2° een goede communicatie en een doeltreffende samenwerking tussen hen bevorderen;

3° haar ervaring in de palliatieve zorg delen en ze op verschillende manieren verspreiden: informatie, beroepsopleiding, onderzoek;

4° een plaats zijn voor uitwisseling, overleg en evaluatie van de ervaringen met de werking van dergelijke platforms en zo actief deelnemen aan de evolutie ervan en aan de bevordering van gemeenschappelijke en geharmoniseerde acties op het terrein;

5° de bevoorrechte gesprekspartner zijn van de platforms en de woordvoerder van de realiteit van de palliatieve zorg in Wallonië bij de provinciale, gewestelijke, federale en internationale overheden, in samenwerking met de andere Federaties Palliatieve Zorg in België.

Art. 1607/21. Overeenkomstig artikel 491/24 van het decreetgevend deel van het Wetboek wordt het verzoek om erkenning naar het Agentschap gestuurd, dat de ontvangst ervan bevestigt.

Wanneer het dossier onvolledig is, vraagt het Agentschap de ontbrekende documenten op binnen een termijn van vijftien werkdagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het dossier.

Het Agentschap bericht ontvangst van elke erkenningsaanvraag binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van het volledige dossier en stuurt bedoelde aanvraag aan de Minister binnen dezelfde termijn.

Art. 1607/22. De Minister beschikt over twee maanden, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het volledige dossier door het Agentschap, om te beslissen.

De Minister geeft kennis van zijn beslissing aan de aanvrager bij aangetekend schrijven of elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend.

Art. 1607/23. De Minister kent de erkende federatie een jaarlijkse subsidie van 175.000 euro toe voor de uitvoering van haar opdrachten.

De in dit artikel bedoelde bedragen zijn gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen 107,20 (basis 2013=100) overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale tegemoetkomingen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen.

Art. 1607/24. Er is een aanvullende subsidie voorzien voor platforms die zich aansluiten bij een federatie. Dat bedrag wordt berekend als volgt: 4 euro per duizend inwoners van het door het platform bestreken gebied.

Deze aanvullende subsidie wordt binnen dezelfde termijn als het in artikel 12/1 bedoelde voorschot in één keer aan de bij een federatie aangesloten platforms betaald.

Deze aanvullende subsidie wordt door het platform binnen een maand na ontvangst door het platform uitbetaald aan de federatie waarbij het is aangesloten.

De in dit artikel bedoelde bedragen zijn gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen 107,20 (basis 2013=100) overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale tegemoetkomingen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen.

Art. 1607/25. De uitgaven die de federatie doet voor de uitvoering van haar activiteitenprogramma, komen in aanmerking voor subsidies, overeenkomstig artikel 491/24, § 1, 3°, van het decreetgevend deel van het Wetboek.

De aard van de in aanmerking komende uitgaven wordt per omzendbrief gespecificeerd.

Art. 1607/26. Als de federatie erkend is, onderwerpt ze zich aan de evaluatie die jaarlijks door het Agentschap georganiseerd wordt.

De evaluatie wordt op basis van het activiteitenverslag verricht met inachtneming van de volgende elementen :

1° de middelen uitgetrokken voor de opdrachten en de inhoud van de verwezenlijkte acties;

2° de behaalde en niet behaalde doelstellingen op grond van de indicatoren opgenomen in het activiteitenprogramma.

Afdeling 9. — Multidisciplinaire begeleidingsequipes

Art. 1607/27. De overeenkomst betreffende elke begeleidingsequipe omvat minstens de volgende elementen :

1° het doel van de overeenkomst; 2° de doelgroep;

2° de samenstelling van de equipe;

3° de basisopdrachten van de equipe;

4° de financiële modaliteiten;

5° de werkingsvoorwaarden. ”.

Art. 3. In hetzelfde Wetboek wordt een bijlage 128/1 ingevoegd die bij dit besluit als bijlage 1 wordt gevoegd.

Art. 4. In hetzelfde Wetboek wordt een bijlage 128/2 ingevoegd die bij dit besluit als bijlage 2 wordt gevoegd.

Art. 5. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 19 juni 1997 houdende vaststelling van de normen waaraan een samenwerkingsverband inzake palliatieve zorg moet voldoen om te worden erkend, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 december 1997, 19 april 1999 en 4 oktober 2001;

2° het koninklijk besluit van 19 juni 1997 waarbij sommige bepalingen van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, toepasselijk worden verklaard op de samenwerkingsverbanden inzake palliatieve verzorging tussen verzorgingsinstellingen en diensten.

Art. 6. De Minister van Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 december 2020.

Voor de Regering :
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

Bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering tot invoeging van bepalingen m.b.t. de overlegplatforms voor palliatieve zorg, hun federatie en de multidisciplinaire begeleidingsequipes in het reglementair Deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

"Bijlage 128/1 bij het Waals reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Opleidingsniveaus

Niveau 1. Informatie

Interactieve sessie van 1 tot 3 uur, waarvoor alle leden van dezelfde equipe of dezelfde sector zijn uitgenodigd. Algemene informatie geeft de definitie van palliatieve zorg, het net van palliatieve zorgactoren op lokaal en regionaal niveau en de specifieke rol van de begeleidingsequipe in de palliatieve zorg weer. Er bestaan andere soorten informatie: informatie over palliatieve zorg voor studenten, informatie over het gebruik van specifieke palliatieve zorg apparatuur en de conferentie voor het grote publiek.

Niveau 2. Bewustmaking

Ze vormt het eerste opleidingsniveau en beslaat 8 tot 20 uur.

Het algemene doel van de palliatieve zorg is om de palliatieve cultuur in de zorg te introduceren. Ze moedigt medewerkers die zich in een bevoorrechte positie bevinden naast patiënten en families aan om over dit thema na te denken. Er zijn bewustmakingsopleidingen beschikbaar speciaal voor het personeel van rustoorden of huisvestingsinrichtingen voor personen met een handicap.

Niveau 3. Basisopleiding

Dit tweede niveau, dat tot 40 uur of meer opleiding omvat, is een essentiële stap in het opleidingsproces over palliatieve zorg.

Theoretische kennis is slechts een deel van het onderwijs dat tijdens de opleiding wordt gegeven, waarbij de nadruk ligt op participatie, interactiviteit, zelfkennis en interpersoonlijke communicatie.

Niveau 4. Verdieping

Sommige platforms bieden verdiepingmodules aan. Een grondige opleiding ontwikkelt de concepten die in de basisopleiding aan bod komen.

Niveau 5. Specifieke opleiding

Deze specifieke verdiepingmodules in de palliatieve zorg maken het mogelijk om verder te gaan in het opleidingsproces over palliatieve zorg door het aanspreken van een specifiek thema of door het aanspreken van een specifiek publiek. "

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot invoeging van bepalingen m.b.t. de overlegplatforms voor palliatieve zorg, hun federatie en de multidisciplinaire begeleidingsequipes in het reglementair Deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid.

Namen, 16 december 2020.

Voor de Regering:
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

Bijlage 2 bij het besluit van de Waalse Regering tot invoeging van bepalingen m.b.t. de overlegplatforms voor palliatieve zorg, hun federatie en de multidisciplinaire begeleidingsequipes in het reglementair Deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

”Bijlage 128/2 bij het Waals reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Actieplan

1° de omgeving van het platform in termen van grondgebied en institutioneel netwerk, met inbegrip van :

- a) a) de geografische ligging van het platform, de troeven ervan inzake toegankelijkheid en mobiliteit;
- b) de bevolking die het platform bezoekt of waarschijnlijk zal bezoeken
- c) de soorten verzoeken die het platform wil beantwoorden;
- d) de complementariteit van het platform met andere dichtbij gevestigde terreinactoren;
- e) een beschrijving en een plan van de lokalen;
- f) de omschrijving van het institutioneel netwerk waarin het platform evolueert;

2° de algemene organisatie van het platform, uitvoerig omschreven voor elke opdracht;

- a) de organisatie van de opdrachten;
- b) de menselijke hulpkrachten;
- c) het beheer van het personeel;
- d) de ligging ervan;
- e) de financiële toestand ervan;

3° de operationele doelstellingen :

- a) de definitie ervan;
- b) de strategische en operationele declinatie ervan;

4° de acties i.v.m. de operationele doelstellingen :

- a) de beschrijving van de handelingen en middelen;
- b) de planning ervan;

5° de middelen die voor de acties bestemd worden :

- a) het personeel en de middelen bestemd voor de acties;

6° de evaluatie in de vorm van kwantitatieve of kwalitatieve indicatoren :

- a) de beschrijving van de zelfbeoordelingsmethode van het actieplan van het platform;
- b) de definitie van de kwantitatieve en kwalitatieve indicatoren. ”

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot invoeging van bepalingen m.b.t. de overlegplatforms voor palliatieve zorg, hun federatie en de multidisciplinaire begeleidingsequipes in het reglementair Deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid.

Namen, 16 december 2020.

Voor de Regering:
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/200311]

14 JANVIER 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant le cadre organique du service commun d’audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi du 6 janvier 2014;

Vu l’accord de coopération du 21 juillet 2016 entre la Communauté française et la Région wallonne créant un Service commun d’audit, dénommé « Service commun d’audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie »;

Vu l’accord de coopération du 16 mai 2019 entre la Communauté française et la Région wallonne fixant le statut des membres du personnel du Service commun d’audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie et les modalités de transfert des membres du personnel du ministère de la Communauté française et du Service public de Wallonie vers ce service commun, article 6;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018 relatif au cadre organique du Service public de Wallonie;

Vu arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, article 11, remplacé par l’arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014;

Vu l’avis de l’Inspecteur des Finances, donné le 28 avril 2020;

Vu l’accord du Ministre du Budget, donné le 29 mai 2020;

Vu l’accord de la Ministre de la Fonction publique, donné le 29 mai 2020;

Vu le rapport d’évaluation de l’impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes du 8 mai 2020 établi en application de l’article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l’ensemble des politiques régionales;